

« Pendant la crise, les travaux continuent »

(Le Monde, 13 février)

MOBILISER, S'ORGANISER POUR BLOQUER MACRON ET SA POLITIQUE

Le 5 février dernier, pour la première fois depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, trois cent mille travailleurs, militants syndicalistes, Gilets jaunes, ont manifesté au coude-à-coude à l'appel de la CGT, de Solidaires et de syndicats FO et FSU.

Une modification importante de la situation. *Informations ouvrières* cette semaine publie des appels, des reportages, des interviews, qui traduisent ce mouvement de fond dont parle la déclaration du bureau national du POI, ce mouvement par « en bas », cette « recherche qui traverse la classe ouvrière pour dégager les moyens de bloquer Macron et sa politique ».

Ce samedi 9 février, malgré la poursuite de la répression devenue systématique, pour la treizième semaine consécutive, des dizaines et des dizaines de milliers de Gilets jaunes, rejoints dans toute une série de départements et de localités par des syndicats CGT et FO, ont manifesté ensemble. Malgré et contre les obstacles, un nombre croissant de syndicats a appelé à se joindre aux manifestations samedi dernier. Pour la première fois, plusieurs de ces manifestations étaient appelées en commun par les Gilets jaunes et par les organisations syndicales.

« Un régime qui se fracture »

Au même moment, la crise politique vient de franchir une nouvelle étape. L'affaire Benalla commencée l'été dernier connaît de nouveaux rebondissements qui remontent jusqu'au cœur du pouvoir. Chaque jour, ou presque, des informations explosives pour Macron, pour son gouvernement, sortent dans la presse. Après les révélations sur les passeports diplomatiques qu'Alexandre Benalla continuait à utiliser après avoir été démis de ses fonctions, il est maintenant question d'affaires juteuses avec deux oligarques russes.

La responsable de la sécurité de Matignon a démissionné la semaine dernière. Hier, c'était au tour d'Ismaël Emelien, présenté comme le plus proche conseiller de Macron, d'en faire autant.

Quelles que soient les dénégations des uns et des autres, quelles que soient les ramifications de cette affaire, tous ces développements sont l'indication d'un pouvoir, d'un régime qui se fracturent, qui se décomposent.

Massivement rejeté, ce pouvoir en crise a alors recours à une répression sauvage. Pour la justifier, le gouvernement alimente, sur toutes les ondes, tous les plateaux télévisés, un véritable climat de haine contre les Gilets jaunes. Et le jour même où trois cent mille travailleurs avec leurs syndicats, avec les Gilets jaunes, manifestaient dans le pays, il fait passer en première lecture un projet de loi liberticide, remettant directement en cause le droit de manifester.

Le pouvoir a besoin de soutiens

Mais cela ne suffit pas. En crise, le pouvoir a besoin de soutiens. La semaine dernière, Macron a convoqué tous les partis à l'Élysée, tout cet « ancien monde » qu'il avait voulu balayer. Le même jour, à Matignon, Édouard Philippe convoquait les directions des organisations syndicales. Rien n'a filtré des discussions avec celles qui s'y sont rendues.

Mais dans une chronique en date du 12 février, le quotidien *Le Monde* note : « Pendant la crise, les travaux continuent. » De fait, l'ordre du jour du gouvernement pour poursuivre sa politique destructrice est chargé : le 11 février, débute à l'Assemblée nationale l'examen du projet de loi Blanquer contre l'école. Le 12 février, le Sénat achève l'examen du projet de loi Pacte, ouvrant la voie à de nouvelles privatisations. Et le 13 février, Agnès Buzyn présente au Conseil des ministres sa contre-réforme du système de santé...

Un fait n'a pas échappé au *Monde* : il y a huit jours, Jean-Paul Delevoye a repris les concertations avec les « partenaires sociaux » sur son projet de réforme des retraites, qui n'est pas une contre-réforme de plus, mais qui vise à en finir totalement avec le système de retraites arraché par la classe ouvrière en 1945.

D'un côté... de l'autre

D'un côté, le régime et ses soutiens. De l'autre, première indication de la révolte de l'immense majorité de la population, la révolte des Gilets jaunes, rassemblés depuis trois mois pour dire : « Macron démission », « ça suffit ! On n'en veut plus ! » Et en écho, le mouvement de la masse des militants ouvriers qui veulent défendre l'indépendance de leurs organisations, qui refusent qu'elles accompagnent tous les plans de destruction et qui veulent qu'elles fassent ce pour quoi elles sont faites.